

Sous l'effet de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et de ses répercussions économiques, les revenus primaires des ménages (revenus d'activité et du patrimoine) ont fortement diminué en 2020. Néanmoins, cette baisse a été compensée par le repli des prélèvements sur le revenu et l'accroissement des aides et prestations sociales versées aux ménages et aux travailleurs indépendants, à la fois *via* l'utilisation à grande échelle du dispositif d'indemnisation de l'activité partielle, *via* les dispositifs habituels de protection sociale (allocations chômage, minima sociaux, etc.) et *via* des mesures exceptionnelles (fonds de solidarité pour les indépendants, aides exceptionnelles aux ménages les plus démunis, etc.). Grâce à ces aides publiques, et en dépit du recul inédit de l'activité économique, le pouvoir d'achat des ménages s'est en moyenne maintenu en 2020. Par rapport aux récessions économiques passées (1973, 1993 et 2009), cette crise se distingue à la fois par son intensité mais aussi par l'ampleur des politiques publiques déployées pour en limiter les effets sur le pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, les ménages ont fortement réduit leur consommation, avec la limitation des déplacements et des restrictions imposées à certaines activités. En conséquence, leur taux d'épargne a fortement augmenté.

 p. 57

France, portrait social

Insee Références
Édition 2021



€ Les revenus d'activité des ménages ont fortement baissé en 2020

Sous l'effet de la crise sanitaire et de ses répercussions économiques, **les revenus d'activité et du patrimoine ont fortement diminué** (- 3,5 %). La baisse des salaires bruts s'explique en partie par les pertes d'emplois, mais surtout par le recours important au dispositif d'activité partielle.

L'activité des travailleurs indépendants a également été fortement affectée. Sans les aides versées par le fonds de solidarité mis en place par l'État et les régions, le revenu mixte brut des entrepreneurs individuels aurait chuté de 8 %.

Les revenus nets de la propriété (essentiellement les intérêts et dividendes reçus par les ménages nets de ceux versés) ont également chuté de 12,6 % en 2020, soit 10,7 milliards d'euros (Md€), essentiellement sous l'effet de la très forte baisse des dividendes versés par les entreprises.

En 2020, les revenus d'activité et du patrimoine des ménages ont fortement diminué.

- 4,1 %

Salaires bruts

Hors indemnités de chômage partiel

- 0,5 %

Revenu mixte brut des indépendants

Soutenu par le fonds de solidarité (sinon -8,0 %)

- 12,6 %

Revenus nets de la propriété (dividendes, intérêts, etc.)

+ 1,2 %

Revenus fonciers (loyers, etc.)

Évolution des composantes du revenu disponible brut des ménages entre 2019 et 2020, en euros courants

→ Les transferts publics monétaires ont fortement soutenu le revenu des ménages

Grâce aux aides versées par le fonds de solidarité, le revenu mixte brut des travailleurs indépendants n'a que légèrement diminué en 2020 (- 0,5 % au lieu de - 8,0 %).

En dehors des aides du fonds de solidarité, **les autres dispositifs ont généré une forte augmentation des prestations sociales en espèces reçues par les ménages en 2020**

(+ 9,5 %, soit + 49,6 Md€). Cette hausse est due majoritairement à l'utilisation à grande échelle du dispositif d'indemnisation de l'**activité partielle** et aux mesures exceptionnelles prises pour lutter contre la pandémie. Les dispositifs sociaux habituels, qui dans une période sans choc économique majeur absorbent en moyenne 70 % des variations annuelles de niveau de vie, ont joué en 2020 un rôle plus secondaire.

 p. 58

Grâce aux aides publiques, le pouvoir d'achat moyen des ménages s'est maintenu pendant la crise

Au total, en dépit de la forte récession économique, le **revenu disponible brut (RDB) des ménages a légèrement progressé**, de + 1,0 % en valeur, soit + 15,1 Md€ en 2020 (voir ci-contre).

Comme, dans le même temps, les prix de la dépense de consommation finale des ménages ont également augmenté en 2020 (+ 0,6 %), le **pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé de 0,4 %**. Une fois le RDB ramené au niveau individuel, c'est-à-dire en tenant compte de la croissance de la population et de l'évolution de la taille et de la structure des ménages, le **pouvoir d'achat du RDB par unité de consommation est resté stable en 2020**.

Contribution des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages.



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.



Après un fléchissement début 2020, le revenu disponible brut des ménages a augmenté dans la seconde partie de l'année et ce redressement s'est maintenu sur la première moitié de l'année 2021

Au deuxième trimestre, le revenu disponible brut (RDB) se situait 2,4 % en dessous de son niveau de fin 2019. Ce recul s'explique notamment par la très forte contraction des salaires bruts (- 13,0 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Sur la seconde partie de l'année 2020, le RDB s'est redressé pour terminer au quatrième trimestre 2,5 % au-dessus de son niveau de la fin de 2019. Au premier semestre 2021, le redressement des salaires s'est poursuivi, alors que les prestations sociales se sont maintenues. Au deuxième trimestre 2021, le RDB des ménages dépasse donc de 3,3 % son niveau de la fin 2019.

La consommation des ménages a fortement diminué lors des deux premiers trimestres de 2020 (- 16,6 % au deuxième trimestre par rapport à fin 2019) avant de se redresser fortement au troisième trimestre, puis de diminuer à nouveau au cours du quatrième trimestre où elle se situait toujours 6,7 % en dessous de son niveau de fin 2019. Au deuxième trimestre 2021, la consommation des ménages demeure inférieure de 4,4 % à son niveau de fin 2019.

La perte de revenu national a été essentiellement supportée par les administrations publiques

Conséquence de la crise sanitaire et de la baisse d'activité qui en a résulté, le **RDB de la Nation a diminué de 153,7 Md€ en 2020, soit un recul de 6,3 %**. Il a été **essentiellement supporté par les administrations publiques** et, dans une moindre mesure,

par les sociétés. Si le RDB des ménages a progressé de 15,1 Md€, celui des administrations publiques a diminué de 111,4 Md€ en raison des aides versées aux ménages et aux entreprises, mais aussi de la diminution des recettes publiques.

Les transferts sociaux en nature augmentent en valeur mais diminuent en volume

En plus des prestations sociales en espèces, les ménages bénéficient de transferts sociaux en nature, c'est-à-dire de biens et services dont le coût est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité comme l'éducation, la santé et les services de logement. **Le revenu disponible brut ajusté des ménages (RDBA), qui ajoute au RDB ces dépenses prises en charge par la collectivité, a augmenté de 1,4 %.** Cependant, comme le prix de la consommation finale effective des ménages a augmenté plus rapidement (+ 2,5 %), le pouvoir d'achat du RDBA a finalement diminué de 1,1 %. Rapporté au nombre d'unités de consommation, le pouvoir d'achat du RDBA a diminué de 1,5 %. Cette diminution s'explique par la nette augmentation de prix des transferts en nature entre 2019 et 2020, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.

 p. 62

La chute historique de la consommation des ménages reflète les contraintes imposées par la crise sanitaire

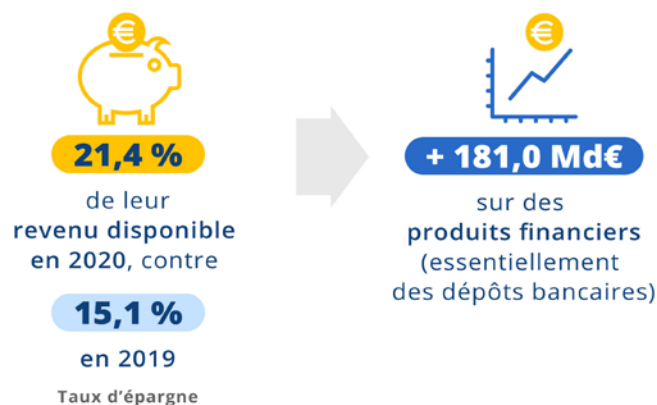
La consommation des ménages a baissé en valeur de 6,5 %. La chute est particulièrement marquée pour certains produits et services, en particulier dans les secteurs où les mesures de restriction ont été les plus importantes : les transports (- 41,7 %), l'hébergement-restauration (- 33,0 %) et les arts, spectacles et activités récréatives (- 14,6 %). La consommation de produits énergétiques (carburants notamment) a également été affectée (- 22,6 %), de même que celle en biens manufacturés (- 6,1 %). En revanche, la consommation de produits électriques, électroniques et informatiques (ordinateurs, téléphones, lave-linge, lave-vaisselle, etc.) a fortement progressé (+ 4,0 %) avec le développement du télétravail et la volonté des ménages de mieux équiper leur logement.

 p. 63

Une forte augmentation de l'épargne des ménages

La chute de la consommation des ménages couplée à une stabilité de leur RDB a provoqué une **hausse inédite de l'épargne des ménages en 2020**. Leur taux d'épargne s'établit à 21,4 % du RDB contre 15,1 % un an plus tôt. Les disparités entre ménages sont cependant importantes : **le surplus d'épargne aurait essentiellement concerné les 20 % de ménages les plus aisés.**

Leur revenu disponible brut étant stable, les ménages ont davantage épargné.



Une réponse des pouvoirs publics à la récession économique inédite au regard des crises précédentes

Par rapport à la crise économique de 2009, les revenus d'activité ont davantage diminué en 2020, avec une contribution à l'évolution du pouvoir d'achat du RDB de - 2,4 points, contre - 0,9 point en 2009. Symétriquement, **les prestations sociales ont augmenté de manière beaucoup plus marquée en 2020, avec une** (contribution de + 3,4 points à l'évolution du pouvoir d'achat du RDB contre + 1,7 point en 2009). La réponse publique s'est donc adaptée à l'ampleur du choc subi par le revenu des ménages. En revanche, **la baisse des prix a contribué à maintenir le pouvoir d'achat du RDB en 2009** (contribution de + 1,6 point), **ce qui n'a pas été le cas en 2020** (- 0,6 point).

De manière inédite, la consommation des ménages a fortement reculé en 2020, alors que lors des récessions économiques précédentes (1975, 1993 et 2009), elle avait plutôt tendance à se maintenir, préservée par la relative stabilité du RDB des ménages. La résistance du pouvoir d'achat des ménages n'a pas suffi : les restrictions sanitaires imposées pour lutter contre la pandémie ont empêché la consommation de nombreux biens et services.